



HAL
open science

Master Développement économique

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Développement économique. 2017, Université de Toulon.
hceres-02028417

HAL Id: hceres-02028417

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02028417v1>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Département d'évaluation des formations



Rapport d'évaluation

Master Développement économique

Université de Toulon

Campagne d'évaluation 2016-2017 (Vague C)

Rapport publié le 29/06/2017

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Département d'évaluation des formations

Pour le HCERES,¹

Michel Cosnard, président

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

Évaluation réalisée en 2016-2017

sur la base d'un dossier déposé le 13 octobre 2016

Champ(s) de formations : Sociétés, langues, territoires

Établissement déposant : Université de Toulon

Établissement(s) cohabilité(s) : /

Présentation de la formation

Le master *Développement économique* de l'université de Toulon vise à délivrer des connaissances approfondies, des démarches méthodologiques et des outils afin de former des experts dans différents domaines du développement, qu'il s'agisse du développement au niveau macroéconomique d'un pays, du développement au niveau plus local d'une région ou d'un territoire, ou, du point de vue de la responsabilité sociétale, du développement du commerce équitable.

La master est organisé en 2 ans. La première année est commune ; la deuxième année est une année de spécialisation. Le master offre trois spécialités : *Macroéconomie financière et développement (MFD)*, une spécialité à vocation recherche, *Entreprise développement et territoire* et *Commerce international équitable et développement (CIED)*, deux spécialité à vocation professionnelle.

Le master *Développement économique* est proposé au sein de l'Unité de Formation et de Recherche (UFR) d'Economie de l'université de Toulon. La formation est assurée en présentiel et en formation initiale classique sur le site de Toulon ; elle n'est pas délocalisée.

Analyse

Objectifs

Le master *Développement Economique* vise à l'acquisition de connaissances approfondies, d'éléments de méthodologie et outils dans le domaine du développement économique. Il offre trois spécialités en deuxième année. La spécialité *Macroéconomie Financière et Développement (MFD)*, axée sur les techniques quantitatives et les domaines banque et finance, a comme objectif principal la poursuite en doctorat, et vise les métiers de l'enseignement et de la recherche mais aussi d'experts en services de recherche ou d'études dans des institutions financières. Les deux autres spécialités sont à vocation professionnelle. La spécialité *Entreprise, développement et territoire (EDT)* mène à des métiers d'experts de l'aménagement et du développement du territoire et de l'innovation, dans des organismes (para-)publics ou privés. La spécialité *Commerce International et développement durable (CIED)*, centrée sur le commerce équitable, mène à des fonctions commerciales, achats ou qualité, en entreprise, ou à des postes de chargés d'études et de développement dans des organismes publics ou parapublics (chambres de commerce, organisations internationales) et des organisations non gouvernementales (ONG). Ainsi, les objectifs de formation sont clairement énoncés dans chacune des spécialités et les programmes de formation sont cohérents avec ces objectifs.

Organisation

Le master est organisé sur 2 ans. Il n'y a pas de cohabilitation ni de délocalisation. La première année (M1) est intégralement commune, avec des enseignements académiques, de la méthodologie, des outils et langages. A chaque semestre figure une unité d'enseignement (UE) offrant un choix libre d'enseignements préparant l'orientation en 2^{nde} année de master (M2) ; les étudiants réalisent soit un mémoire de recherche, soit un stage. En M2, les spécialités sont distinctes. Les programmes d'enseignement sont globalement cohérents avec les objectifs de chaque spécialité : la spécialité MFD est très axée sur la finance mais n'entretient pas de lien particulier avec la thématique du développement économique ; en revanche l'adéquation entre les programmes d'enseignement et les objectifs annoncés est plus avérée dans les spécialités *EDT* et *CIED*. Bien que professionnalisantes, ces dernières proposent en M2 un choix entre un stage et un mémoire de recherche. Il est dommageable que des spécialités professionnelles ne rendent pas le stage obligatoire, et inversement il est dommageable pour la spécialité recherche que la préparation aux études doctorales puisse se faire dans d'autres spécialités. Enfin, dans chacune des 3 spécialités, les étudiants s'ils le souhaitent peuvent suivre aux second et troisième semestres un parcours international, qui consiste en une UE supplémentaire d'enseignements en anglais.

Positionnement dans l'environnement

Le master s'appuie sur le Laboratoire d'économie appliquée au développement (LEAD, Equipe d'accueil n°3163), rattaché à l'Ecole Doctorale Civilisations et sociétés euro-méditerranéennes et comparées de l'université de Toulon. Le LEAD entretient de nombreux partenariats recherche, qui bénéficient à la spécialité MFD. La spécialité CIED a un positionnement national unique en économie et a tissé des liens diversifiés avec les milieux professionnels locaux ou à dimension internationale (organisations non gouvernementales -ONG, entreprises privées, institutions internationales) ; la spécialité *EDT* bénéficie d'un bon ancrage territorial avec les collectivités et organismes (para-)publics ou associatifs. Pour ces deux spécialités, les relations avec les milieux professionnels enrichissent la formation (intervenants, conférences, stages, etc.) mais sans partenariat formalisé. Les spécialités *MFD* et *EDT* subissent une concurrence plus ou moins directe avec d'autres diplômes des universités d'Aix-Marseille et Nice, et *CIED* pourrait subir celle de la spécialité de master *Développement stratégique et durable des organisations* à l'Institut d'administration des entreprises de Toulon.

Equipe pédagogique

L'équipe pédagogique est nombreuse. Elle compte 16 enseignants-chercheurs en poste à l'UFR, dont 14 en sciences économiques (6 professeurs des universités et 8 maîtres de conférences). Elle semble relativement fermée : les enseignants et enseignants chercheurs d'autres disciplines ou d'autres composantes interviennent à la marge, notamment pour les enseignements d'anglais et de marketing. De plus, les intervenants professionnels ne sont présents qu'au niveau M2. D'ailleurs, il n'y en a qu'un seul en *MFD* ; en revanche, ils interviennent de manière plus conséquente en *EDT* (7 intervenants en *EDT* pour 112,5 heures) et en *CIED* (3 intervenants pour 88,5 heures, et d'autres pour 30 heures assurées en cycle de conférences). Tous occupent des fonctions en adéquation, en niveau comme en thématique, avec les enseignements qui leur sont confiés. Côté pilotage du diplôme, le dossier est succinct ; il mentionne un responsable pédagogique du M1, un responsable par spécialité de M2, mais pas de responsable de la mention. Les modalités de pilotage du diplôme ne sont pas davantage précisées, à part la tenue de 2 réunions par an de l'équipe pédagogique plénière et de la mise en place de groupes de travail thématiques en cas de besoin. Il existe également un conseil de perfectionnement pour le diplôme et le conseil d'UFR se réunit chaque mois. Une équipe de formation est évoquée mais son rôle n'est pas connu. Les modalités de pilotage sont donc globalement peu claires.

Effectifs, insertion professionnelle et poursuite d'études

Le master compte peu d'étudiants. Les effectifs du M1 oscillent selon les années, entre 25 et 52. En M2, les effectifs se répartissent inégalement entre les spécialités : une dizaine en *MFD* et *EDT*, et une quinzaine en *CIED*. Il n'y a pas de précisions sur le nombre de candidatures. Les taux de réussite sont faibles en M1 (en moyenne 60 % chaque année sur la période) comme en M2 (en moyenne 70 %). Les données disponibles ne détaillent pas selon les spécialités, mais font apparaître qu'en moyenne, 56 % des inscrits du M1 sont admis en M2, et que 75 % des inscrits en M2 valident leur diplôme. Ces données ne sont pas commentées dans le dossier. Les effectifs du M2 proviennent du M1 mais aussi dans des proportions importantes (entre 30 et 50 % de chaque promotion) d'autres formations. Les données relatives à l'insertion professionnelle sont issues de l'enquête nationale à 30 mois menée par l'observatoire de la vie étudiante de l'université, et ne distinguent pas les résultats selon les spécialités ; elles font état d'un taux d'insertion variable, mais portent sur de faibles effectifs répondants et ne précisent ni la nature ni le niveau du poste, ni le type de contrat ni la rémunération. Elles sont complétées par une enquête menée en interne au diplôme pour la spécialité *CIED* qui délivre des informations plus fournies mais dont l'exploitation reste difficile.

Place de la recherche

La place de la recherche dans le diplôme est forte. Le master est adossé au LEAD ; le diplôme et le laboratoire partagent la même thématique de développement économique et territorial, au niveau local comme au niveau international. Le laboratoire est par ailleurs rédacteur de la revue Région et Développement, et est impliqué dans de nombreux réseaux ou groupements de recherche, en France comme à l'international. La spécialité *MFD* est à vocation recherche ; les deux autres spécialités sont professionnalisantes mais offrent la possibilité de réaliser un mémoire de recherche. Les enseignants-chercheurs de l'équipe pédagogique appartiennent au laboratoire. Une bonne partie des enseignements sont académiques et proches des thématiques du laboratoire, ils apportent des outils ou des éléments de méthodologie utiles à la recherche. Les étudiants sont par ailleurs conviés aux activités du laboratoire ; participation à l'organisation d'activités scientifiques, possibilité de stage au laboratoire ou auprès de partenaires, informations du laboratoire. Une vingtaine d'étudiants issus du master ont soutenu leur doctorat au cours de ces 4 dernières années.

Place de la professionnalisation

La première année (M1) ne fait guère de place à la professionnalisation, même avec la possibilité de réaliser un stage et l'enseignement d'outils (systèmes d'information, techniques d'enquête). En seconde année (M2), davantage d'efforts pour la professionnalisation sont menés, mais avec une intensité différente selon les spécialités. La spécialité *MFD*, à vocation recherche, reste académique. Dans les spécialités *EDT* et *CIED*, la professionnalisation est davantage présente. Des socio-professionnels interviennent dans leur domaine de compétence pour 40 à 45 % des volumes d'enseignement ; les enseignements proposés dans le programme développent des savoirs et savoir-faire opérationnalisables en situation professionnelle, soit centrés sur le cœur de métier visé par les spécialités, soit plus transversaux ; ils peuvent être spécifiques aux sciences économiques ou davantage pluridisciplinaires. Les deux spécialités proposent 15 heures d'« insertion professionnelle » pour aider les étudiants dans l'élaboration de leur candidature et la recherche d'emploi, un module qui pourrait intervenir plutôt en M1. La spécialité *CIED* propose un projet tutoré « commerce équitable » sans autre précision dans le dossier. Davantage de détails dans le dossier permettraient de savoir en quelle mesure et selon quelles modalités (au-delà des stages optionnels et des enseignements assurés par des professionnels), les étudiants sont exposés à des situations susceptibles de les préparer au monde du travail.

Place des projets et des stages

En M1 les étudiants ont le choix entre élaborer un mémoire de recherche et effectuer un stage ; il en est de même en M2. Les durées ne sont pas précisées mais en M1 le stage (ou le mémoire) compte pour 8 ECTS, et en M2 il occupe dans les maquettes tout le semestre 4 et compte pour 26 ECTS. La part des étudiants choisissant le stage, en M1 comme en M2, n'est pas connue. Les étudiants font l'objet d'un accompagnement pour la recherche de stage et pendant le stage, ainsi que pour l'élaboration du mémoire. Celui-ci fait l'objet d'une soutenance devant l'enseignant référent, un autre intervenant du M2 et le tuteur en entreprise. Dans la spécialité *EDT*, les stages sont effectués en collectivités locales, et organisations publiques, parapubliques ou structures associatives impliquées dans le développement territorial. Dans la spécialité *CIED*, 60 % des stages ont lieu à l'international ; ils sont effectués dans des organismes de commerce équitable, des ONG, des organisations internationales, des organismes publics ou professionnels mais aussi dans des groupes ou entreprises privés. Un projet tutoré « commerce équitable » figure dans le programme mais il est regrettable qu'aucun détail le concernant ne figure dans le dossier.

Place de l'international

L'international est très présent dans le diplôme, ce qui en constitue un point remarquable. Il est développé selon différentes voies. L'anglais est la seule langue proposée, il est obligatoire dès le M1. En M2, dans chaque spécialité, des enseignements spécialisés et centrés sur la thématique de la spécialité sont délivrés en anglais. Les étudiants ont en outre la possibilité de suivre aux semestres 2 et 3 une UE additionnelle appelée « parcours international » composée d'enseignements en anglais et incluant notamment une préparation à la certification TOEIC (Test of English for International Communication). Elle donne lieu à un additif au diplôme. Environ la moitié des étudiants suivent l'option. Des partenariats Erasmus existent également, vers des destinations variées ; la mobilité entrante et sortante concerne une dizaine d'étudiants chaque année. Dans la spécialité *CIED*, une proportion importante (60 %) des stages s'effectuent à l'étranger et des professionnels issus d'entreprises ou d'organismes internationaux interviennent en cours ou en conférence. Enfin un semestre international est mis en place pour accueillir les étudiants étrangers, regroupant différents enseignements en langue anglaise proposés dans l'option internationale ou dans les spécialités.

Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite

Les conditions d'admission en M1 ne sont pas précisées ; il semble que l'accès au master soit de droit pour les étudiants de licence économie, et possible sur dossier pour les étudiants issus d'autres filières. L'accès est sélectif entre le M1 et le M2 et se fonde sur les éléments du dossier et du parcours de l'étudiant. Le nombre et l'origine des candidatures, le profil des étudiants retenus ne sont pas décrits dans le dossier, ni pour le M1 ni pour les spécialités de M2, ce qui est dommageable pour apprécier l'attractivité du diplôme. Des étudiants issus d'autres filières que l'économie peuvent candidater, en M1 comme en M2. Le choix d'options du M1 facilite l'accueil de ces étudiants non spécialistes en économie (issus de Langues étrangères appliquées notamment) ; l'arrivée de ces étudiants concerne surtout la spécialité CIED. Les étudiants étrangers sont recrutés *via* Campus France. Le dossier évoque des passerelles, sans aucun détail, ce qui ne permet pas de les apprécier. Les taux d'inscrits pédagogiques en M1 admis en M2 (de 40 % à 66 %) et le taux de réussite en M2 (environ 75 %) laissent penser que les passerelles et les dispositifs d'aide à la réussite pourraient être davantage travaillés et mis en cohérence avec la politique de recrutement, et que les objectifs et les exigences de la formation devraient être mieux clarifiés auprès des candidats.

Modalités d'enseignement et place du numérique

Les enseignements ont tous lieu en présentiel, sur le site de Toulon, devant un public d'étudiants en formation initiale classique, quelle que soit l'année ou la spécialité du diplôme. Il n'y a pas d'alternance, mais l'accueil d'étudiants en formation continue est possible. Il n'y a pas de dispositions d'adaptation aux étudiants ayant des contraintes supplémentaires au-delà de celles prévues par l'université. Le numérique est développé sous différentes formes. Il est utilisé comme ressource, pour compléter les enseignements en présentiel par la mise à disposition de supports de cours et exercices associés, mais aussi de sources complémentaires et additionnelles, de format variable. Les étudiants ont également recours au Centre de ressources en langues, sans que le dossier n'apporte de précisions supplémentaires. Le numérique est aussi présent sous l'angle des outils, avec l'utilisation de logiciels spécialisés notamment pour les techniques quantitatives. Enfin, la spécialité CIED utilise les réseaux sociaux pour la circulation d'information et l'animation de la promotion et des liens avec les anciens et les milieux professionnels. Les enjeux du numérique dans l'évolution des modes d'apprentissage, la transformation des métiers et des pratiques professionnelles ne semblent pas appréhendés.

Evaluation des étudiants

Les règles d'évaluation des étudiants, de validation, compensation et conservation des UE, semestres et années sont classiques et conformes aux dispositions-cadres prises par l'université. Les modalités de contrôle des connaissances incluent du contrôle continu, et en l'absence de détail supplémentaire, n'appellent pas de commentaires particuliers. Les jurys d'examen se réunissent chaque semestre mais on n'en connaît pas le périmètre (année, semestre ou diplôme) ni la composition (si ce n'est qu'ils comptent 5 personnes dont un socio-professionnel dans les spécialités professionnelles), ni enfin l'articulation éventuelle avec les notions d'équipe de formation ou d'équipe pédagogique présentes dans le dossier.

Suivi de l'acquisition de compétences

Il n'existe pas de suivi formalisé de compétences, dans un livret ou sous d'autres formes. Les compétences sont classiquement validées par les modalités de contrôle des connaissances. La réflexion sur les compétences existe néanmoins, par l'évaluation du rapport ou mémoire de stage et de sa soutenance, et par l'évaluation faite par le tuteur entreprise des compétences professionnelles de l'étudiant ; de même les études de cas ou mini-projets menés dans différents enseignements sont l'occasion d'acquérir et de mettre en œuvre des compétences en termes de savoirs, savoir-faire et savoir-être.

Suivi des diplômés

L'observatoire de la vie étudiante de l'université mène uniquement l'enquête d'insertion à 30 mois demandée par le ministère. Les données recueillies et présentées dans le dossier ne distinguent pas les spécialités et ne donnent pas de détails sur les types de postes occupés, les types de contrat et les niveaux de rémunération, ce qui empêche d'apprécier l'insertion professionnelle des diplômés, d'autant plus qu'il s'agit de données désormais anciennes (antérieures au contrat de site évalué) et que le nombre de répondants est faible. Ainsi l'intérêt de l'information recueillie pour le pilotage de la formation est-il très limité. La spécialité CIED a le mérite de développer son propre suivi des étudiants, en entretenant les liens avec les anciens diplômés *via* les réseaux sociaux et *via* des enquêtes internes. Les informations données dans le dossier laissent penser que les étudiants s'insèrent dans des postes en lien avec la thématique de leur spécialité.

Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation

Le conseil de perfectionnement a été mis en place récemment, fin 2014. Il est unique, organisé au niveau de la mention. Sa composition et ses missions sont très cadrées. Il réunit 3 enseignants-chercheurs intervenant dans le diplôme (dont 2 responsables pédagogiques), deux professionnels dont un intervenant dans la formation, un étudiant et un ancien, deux représentants d'autres masters, un personnel administratif de la composante en charge des indicateurs, et un représentant du service de formation tout au long de la vie de l'université. Il s'est tenu une fois, en 2015, pour donner son avis sur les fiches RNCP (Répertoire National des Certifications Professionnelles), une seconde réunion était prévue au printemps 2016. Concernant les procédures d'auto-évaluation, des enquêtes sont réalisées, pilotées par l'établissement, et portent sur la satisfaction globale des étudiants et sur leurs conditions d'études. Les résultats sont livrés dans le dossier. L'évaluation des enseignements est laissée à l'appréciation des enseignants, avec des formulaires types proposés, sans autre précision ; la démarche a été initiée très récemment et est amenée à se développer.

Conclusion de l'évaluation

Points forts :

- Un master globalement bien construit, avec une logique de spécialisation progressive, des programmes cohérents, des spécialités bien distinctes avec des objectifs différenciés.
- Une formation solidement adossée à la recherche du fait de la présence de nombreux enseignants-chercheurs d'économie rattachés à une équipe de recherche reconnue axée sur la thématique du développement.
- Une forte internationalisation, avec plusieurs enseignements délivrés en anglais, un parcours international optionnel, et une mobilité étudiante (Erasmus, stages, etc.) assez élevée notamment pour *CIED*.

Points faibles :

- Un problème d'attractivité du master : en témoignent la faiblesse des effectifs au vu du dimensionnement du diplôme (une trentaine d'étudiants en 2^{ème} année au total pour trois spécialités, malgré les possibilités d'accès en M1 ou en M2 offertes à des étudiants non spécialistes en économie ; les effectifs étant particulièrement faibles en *MFD* et *EDT*), ainsi que les taux de réussite passables à ce niveau d'études.
- Une insertion professionnelle insuffisamment documentée.
- Une professionnalisation qui reste globalement inaboutie : les liens avec le secteur privé et les entreprises, au-delà de partenariats avec des organismes publics ou parapublics, restent ténus, les stages sont optionnels dans les spécialités professionnelles.

Avis global et recommandations :

Cette formation, construite pourtant de manière globalement satisfaisante, peine à trouver le public qu'elle vise. Il convient d'entreprendre une réflexion globale sur le redimensionnement éventuel du diplôme, ou sur le renforcement des flux de licence susceptibles de l'alimenter, son positionnement par rapport à d'autres formations de l'université ou dans la grande région, les passerelles ou l'adaptation des contenus pour des étudiants non issus de filières économiques, et les dispositifs d'aides à la réussite.

De même, l'approche compétence doit être développée et le renforcement de la professionnalisation est nécessaire, avec des stages rendus obligatoires, une formalisation accrue des partenariats, notamment avec les milieux socio-économiques privés, pour participer à la dynamique d'attractivité du diplôme tant pour les employeurs que pour les étudiants.

Un meilleur suivi des diplômés doit être effectué par des enquêtes à différents horizons fournissant plus d'éléments sur la qualité de l'insertion et réalisées au niveau des spécialités. Il s'agit d'alimenter en informations utiles la réflexion devenue nécessaire autour de l'évolution du diplôme, réflexion dont le conseil de perfectionnement, peu actif jusqu'à présent, doit s'emparer en tant qu'organe de pilotage stratégique.

Observations de l'établissement

La Garde, le 11 Mai 2017

EB/ KBC / 2017 n° 075

Cabinet de la Présidence

Dossier suivi par : Karine BENET-CATTIN

Tél 04 94 14 24 65 – cabinet-presidence@univ-tln.fr

Le Président d'Université

à

Monsieur le Directeur
Jean-Marc GEIB
Département d'évaluation des formations
HCERES

Objet : Evaluation Master Développement économique

Monsieur le Directeur,

Nous avons pris connaissance du rapport d'évaluation du Master Développement économique. Nous tenons à remercier le comité d'évaluation, pour la qualité de l'évaluation menée et les remarques constructives formulées.

En réponse à votre demande, nous vous informons que ce rapport n'appelle pas de commentaire particulier de la part de notre établissement.

Avec nos remerciements renouvelés pour ce travail constructif, veuillez recevoir, Monsieur le Directeur, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.



Éric BOUTIN
Président de l'Université de Toulon